Enfin, la requérante invoque aussi la violation de l'article 108, paragraphe 2, TFUE, ainsi que des articles 6 et 20 du règlement (CE) n° 659/1999, au mépris des droits de défense de la requérante et, par extension, du principe de bonne administration.

- (¹) Décision de la Commission européenne du 24 mai 2011, E(2011) 3504 final, relative à l'aide d'État accordée à certains casinos grecs n° C 16/2010 (ex NN 22/2010, ex CP 318/2009).
- (²) Règlement (CE) n° 659/1999 du Conseil, du 22 mars 1999, portant modalités d'application de l'article 93 du traité CE.

Recours introduit le 13 novembre 2012 — HSH Investment Holdings Coinvest-C et HSH Investment Holdings FSO/Commission

(Affaire T-499/12)

(2013/C 26/119)

Langue de procédure: l'allemand

Parties

Parties requérantes: HSH Investment Holdings Coinvest-C Sàrl (Luxembourg, Luxembourg) et HSH Investment Holdings FSO Sàrl (Luxembourg) (représentants: H. Niemeyer et H. Ehlers, avocats)

Partie défenderesse: Commission européenne

Conclusions

Les parties requérantes concluent à ce qu'il plaise au Tribunal:

- Annuler la décision de la Commission du 20 septembre 2011 dans l'affaire C 29/2009 (ex N 264/2009) — HSH Nordbank AG;
- Condamner la partie défenderesse aux dépens.

Moyens et principaux arguments

À l'appui de leur recours, les parties requérantes invoquent les moyens suivants pour contester les conditions imposées aux actionnaires minoritaires:

- 1) Premier moyen: tiré de l'absence d'aide autonome en faveur des actionnaires minoritaires
 - Les parties requérantes font valoir que la Commission aurait fait une application erronée de la notion d'aide de l'article 107, paragraphe 1, TFUE, en ce qu'elle aurait identifié à tort les parties requérantes comme étant les bénéficiaires d'une aide. L'augmentation de la valeur de leurs participations par les actionnaires minoritaires ne serait qu'une simple conséquence économique de l'aide accordée en faveur de HSH Nordbank et non une aide indirecte au bénéfice des actionnaires minoritaires.
- 2) Deuxième moyen: tiré de la motivation insuffisante de la conclusion selon laquelle les parties requérantes auraient bénéficié d'un avantage
 - Les parties requérantes font valoir à cet égard que la Commission aurait méconnu l'obligation de motivation qui lui incombe en vertu de l'article 296, paragraphe 2

TFUE, dans la mesure où elle n'aurait pas suffisamment expliqué en quoi les parties requérantes auraient bénéficié d'une aide d'État indirecte ni pour quelles raisons la valeur de HSH Nordbank aurait été calculée de manière erronée. En outre, la Commission n'aurait pas chiffré le montant de l'aide prétendument accordée en faveur des actionnaires minoritaires et aurait confondu l'examen de cette aide avec l'analyse de la répartition des charges.

- 3) Troisième moyen: tiré de l'examen erroné des faits lors de l'appréciation du point de savoir si les parties requérantes ont bénéficié d'un avantage financier
 - Dans le cadre de ce moyen, les parties requérantes reprochent à la Commission d'avoir procédé à un examen erroné des faits. Selon les parties requérantes, la société qui a procédé à l'évaluation de HSH Nordbank et, par conséquent, du prix d'émission des nouvelles actions ordinaires, n'aurait pas retenu une valeur trop élevée mais a, au contraire, procédé à l'évaluation conformément aux méthodes d'évaluation reconnues.
- 4) Quatrième moyen: tiré de l'absence de prise en considération des paiements anticipés effectués par les parties requérantes dans la répartition des charges
 - Les parties requérantes soutiennent que la Commission aurait fait une application erronée des conditions découlant de l'article 107, paragraphe 3, sous b), TFUE et de la communication de la Commission sur la restructuration (¹) à la répartition des charges dans la mesure où, lors de l'examen auquel elle a procédé afin de savoir si les parties requérantes étaient suffisamment impliquées dans la répartition des charges, elle n'a pas tenu compte des paiements anticipés effectués par ces dernières.
- 5) Cinquième moyen: tiré de la violation de l'article 7, paragraphe 1, du règlement (CE) n°659/1999 (²) et du principe de sécurité juridique en raison d'une clôture irrégulière de la procédure formelle d'examen
 - Les parties requérantes font valoir sur ce point que la Commission aurait violé l'article 7, paragraphe 1, du règlement n°659/1999 et le principe de sécurité juridique dans la mesure où elle aurait clôturé la procédure formelle d'examen à l'égard des parties requérantes sans prendre l'une des décisions prévues à l'article 7 du règlement n°659/1999.
- 6) Sixième moyen: tiré de la violation de l'article 7, paragraphe 4, du règlement n°659/1999, de l'article 107, paragraphe 3, sous b), TFUE, ainsi que de la communication sur la restructuration par l'imposition de conditions inappropriées
 - Dans le cadre de ce moyen, les parties requérantes font valoir que la Commission aurait violé l'article 7, paragraphe 4 du règlement n°659/1999 et la communication sur la restructuration, dans la mesure où elle aurait imposé des conditions sans lien avec la restructuration de HSH Nordbank, mais qui équivalaient à l'autorisation dissimulée d'une aide indirecte sous conditions.
- 7) Septième moyen: tiré de la violation du principe de proportionnalité en raison de la charge excessive imposée aux parties requérantes

— Les parties requérantes reprochent à la Commission d'avoir violé le principe de proportionnalité en ce qu'elle leur aurait imposé des charges excessives dans le cadre de la répartition des charges.

- 8) Huitième moyen: tiré de la violation du principe de l'égalité de traitement en raison de la discrimination à l'égard des parties requérantes

Les parties requérantes soutiennent à cet égard que la Commission aurait violé le principe de l'égalité de traitement dans la mesure où, dans sa décision, elle leur aurait imposé des conditions qu'elle n'avait pas exigées dans d'autres cas comparables.

Les parties requérantes font en outre valoir les moyens suivants à l'encontre de la décision attaquée dans son ensemble, à savoir:

- 1) Premier moyen: tiré de la violation de l'article 107, paragraphe 3, sous b), TFUE et de la communication concernant les actifs dépréciés ^(?) en raison du calcul erroné de l'élément d'aide incompatible

Par ce moyen, les parties requérantes soutiennent que la Commission aurait violé l'article 107, paragraphe 3, sous b), TFUE ainsi que la communication concernant les actifs dépréciés, dans la mesure où elle aurait calculé de manière erronée l'élément d'aide incompatible lié à la garantie délivrée en faveur de HSH Nordbank.

- 2) Deuxième moyen: tiré de l'insuffisance de motivation de la détermination de la valeur économique réelle

Les parties requérantes font valoir à cet égard que la Commission n'aurait pas motivé à suffisance de droit la manière dont elle a déterminé la valeur économique réelle des portefeuilles couverts par la garantie.

- 3) Troisième moyen: tiré de la violation de l'article 107, paragraphe 3, sous b), TFUE et de la communication concernant les actifs dépréciés en raison du calcul erroné de la clause de reprise («claw-back»)

Les parties requérantes prétendent que la Commission aurait violé l'article 107, paragraphe 3, sous b), TFUE, ainsi que la communication concernant les actifs dépréciés en ce qu'elle aurait procédé à un calcul erroné de la clause de reprise («claw-back»)

- 4) Quatrième moyen: tiré de la violation du principe de l'égalité de traitement dans le calcul de la clause de reprise («claw-back»)

En quatrième lieu, les parties requérantes soutiennent que, dans ce contexte, la Commission aurait violé le principe de l'égalité de traitement en ce que, lors du calcul de la clause de reprise, elle aurait traité HSH Nordbank de manière défavorable en comparaison avec d'autres cas comparables.

- 5) Cinquième moyen: tiré de la violation de l'article 107, paragraphe 3, sous b), TFUE ainsi que du principe de proportionnalité en ce qu'elle a conditionné son autorisation à une réduction de bilan d'un montant excessivement élevé

En dernier lieu, les parties requérantes font valoir que la Commission aurait également violé l'article 107, paragraphe 3, sous b), TFUE ainsi que le principe de proportionnalité en conditionnant son autorisation à une réduction du bilan de HSH Nordbank d'un montant excessivement élevé.

(¹) Communication de la commission sur le retour à la viabilité et l'appréciation des mesures de restructuration prises dans le secteur financier dans le contexte de la crise actuelle, conformément aux règles relatives aux aides d'État (JO 2009 C 195, p. 9).

(²) Règlement (CE) n°659/1999 du Conseil, du 22 mars 1999, portant modalités d'application de l'article [88] du traité CE (JO L 83 du 27.3.1999, p. 1).

(³) Communication de la Commission concernant le traitement des actifs dépréciés dans le secteur bancaire de la Communauté (JO 2009, C 72, p. 1)

Recours introduit le 15 novembre 2012 — Ryanair/ Commission européenne

(Affaire T-500/12)

(2013/C 26/120)

Langue de procédure: l'anglais

Parties

Partie requérante: Ryanair Ltd (Dublin, Irlande) (représentants: B. Kennelly, barrister, E. Vahida et I. Metaxas-Maragkidis, avocats)

Partie défenderesse: Commission européenne

Conclusions

La partie requérante conclut à ce qu'il plaise au Tribunal:

— annuler l'article 1^{er} de la décision de la Commission, du 25 juillet 2012, relative à l'aide d'État SA.29064 (2011/C, ex 2011/NN) constatant que les taux différenciés appliqués dans le cadre de la taxe irlandaise sur le transport aérien de passagers entre le 30 mars 2009 et le 1^{er} mars 2011 constituaient une aide d'État illégale, contraire à l'article 107, paragraphe 1, TFUE;

— annuler les articles 4, 5 et 6 de la même décision; et

— condamner la partie défenderesse aux dépens de la présente procédure, y compris ceux exposés par la requérante.

Moyens et principaux arguments

À l'appui du recours, la partie requérante invoque cinq moyens.

- 1) Premier moyen tiré de l'erreur de droit commise par la Commission en considérant que le taux de dix euros de la taxe sur le transport aérien de passagers était le taux «normal» ou le taux légitime «standard», bien que ce taux plus élevé ait été illégal pendant toute la période considérée au regard du droit de l'UE.